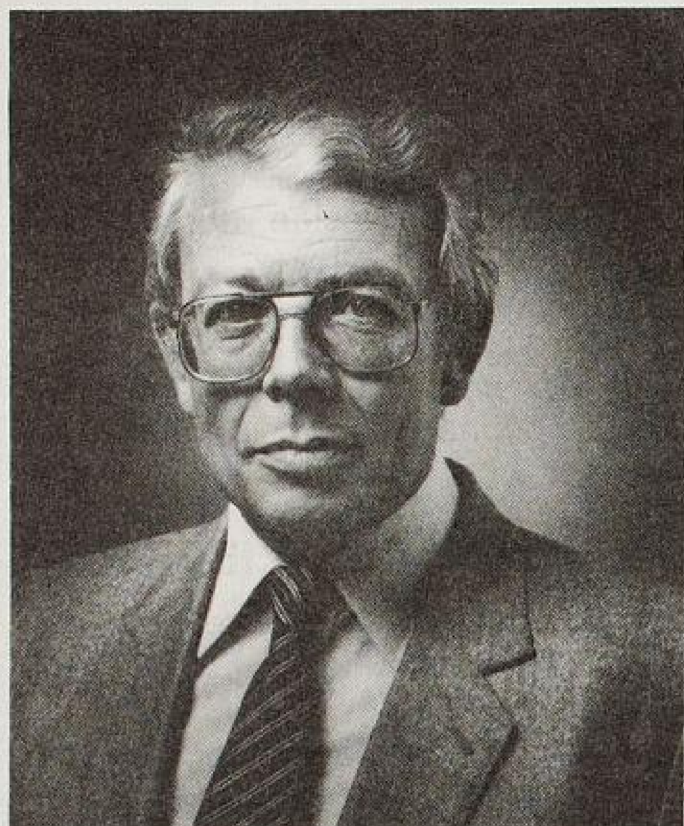
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1981 - Circonscription de DINAN



UNE MAJORITÉ POUR LA FRANCE



Charles JOSSELIN, 43 ans
Président du Conseil Général
Parlementaire Européen
Maire de Pleslin-Trigavou

Jean GAUBERT, 34 ans
Agriculteur, Maire de Pluduno
Conseiller Régional de Bretagne

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

NOUS VIVONS UN GRAND MOMENT DE NOTRE HISTOIRE.

Le 10 mai, la France s'est donnée un nouveau Président de la République.

En application de ses engagements, François MITTERRAND, a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale et de provoquer ainsi de nouvelles élections législatives.

Les 14 et 21 juin, les Françaises et les Français diront s'ils veulent donner à la France, la majorité parlementaire indispensable pour construire le changement et assurer ainsi le fonctionnement normal de nos institutions.

JE SUIS A NOUVEAU CANDIDAT.

En 1973, les électrices et les électeurs de l'arrondissement de DINAN m'ont fait l'honneur de les représenter à l'Assemblée Nationale.

En 1978, j'ai fait la dure expérience de l'échec après une campagne électorale marquée, hélas, par de graves manquements aux règles normales du débat démocratique.

Deux années passées au Parlement Européen, que je quitterai si je suis élu, m'ont permis de mesurer les difficultés mais aussi les espoirs de la Construction Européenne, notamment dans le domaine de l'Agriculture et de la Mer.

Aujourd'hui, je viens à nouveau solliciter votre confiance. René Regnault, élu sénateur, c'est Jean GAUBERT, avec qui je travaille depuis longtemps qui sera mon suppléant.

Quant à moi vous me connaissez. Vous savez le travail accompli pendant cinq ans à l'Assemblée Nationale. J'en ai rendu compte, chaque année, dans chaque canton.

Vous savez comment je conduis, depuis 1976, l'action du Conseil Général des Côtes-du-Nord, m'efforçant d'y appliquer les principes de justice et de liberté auxquels je crois.

Depuis le 10 mai, l'espoir habite une grande majorité de Françaises et de Français, y compris parmi ceux qui n'ont pas accordé leurs suffrages à François MITTERRAND. Ils constatent qu'au lieu du désordre annoncé, la France est au travail, les promesses d'une plus grande solidarité ont reçu un début d'application, les premières mesures de redressement économique ont été prises.

A ceux qui demeurent inquiets et craignent pour les libertés, je voudrais leur dire : « Ayez confiance ». L'idée maîtresse des Socialistes est d'abord d'élargir les libertés. La décentralisation doit casser la logique bureaucratique de l'Etat. S'agissant de l'Ecole, rien ne sera imposé, tout sera négocié.

ALORS, SI VOUS LE VOULEZ, ENSEMBLE, LES 14 ET 21 JUIN, CONFIRMONS, AVEC FORCE ET DANS LA TRANQUILLITÉ, L'IMMENSE ESPOIR DU 10 MAI.

> # “IL Y A TANT DE CHOSES A FAIRE ENSEMBLE”

D'ABORD L'EMPLOI

— Mieux partager le travail.
— Empêcher les cumuls abusifs : emploi-retraite.
— Relancer les secteurs d'activité créateurs d'emploi.

LIBÉRER LES ÉNERGIES

— En redonnant le goût d'entreprendre aux P.M.E., au commerce et à l'artisanat.
  - Par un aménagement des charges sociales et fiscales.
  - Par un accès plus facile et plus juste au crédit.
— En redonnant confiance aux agriculteurs
  - Par le respect des principes communautaires (suppression des M.C.M.).
  - Par l'instauration de prix garantis dégressifs.
  - Par la lutte contre la spéculation foncière.
— En affirmant notre vocation maritime.
  Déjà, la création d'un grand ministère de la Mer confié à un Breton prouve aux marins du commerce et à ceux de la pêche la considération que François MITTERRAND entend leur porter.

DÉVELOPPER LES RESPONSABILITÉS ET LES LIBERTÉS

— des Bretons par la régionalisation économique, sociale et culturelle.
— des élus par la suppression de la tutelle sur les communes.
— des citoyens par le développement de la vie associative.
— des parents d'élèves et des enseignants par la mise en place négociée d'un grand service public de l'éducation, rénové et décentralisé.

En attendant le résultat des négociations, comme l'a promis Alain SAVARY, l'emploi de tous les personnels sera préservé et les contrats d'association maintenus.

LE BILAN ÉCONOMIQUE DE LA DROITE EST DÉSASTREUX

Nous héritons d'une situation économique et sociale difficile, l'effort de tous est indispensable. Les Français y sont prêts à condition que les inégalités soient d'abord réduites.

DEJA, LE GOUVERNEMENT DE PIERRE MAUROY TIENT LES PROMESSES DE FRANÇOIS MITTERRAND :

La REDUCTION DES INEGALITES A COMMENCÉ
— Depuis le 1er juin, le SMIC est augmenté.
— Dès le 1er juillet, les Allocations Familiales et l'Allocation logement seront augmentées de 25 %. — Le minimum vieillesse passera à 1 700 Francs par mois. — Quant à l'Allocation-handicapés elle sera, elle aussi, portée à 1 700 Francs par mois.

Les socialistes sont conscients des réalités économiques auxquelles sont confrontées les entreprises de main-d'œuvre : les charges sociales seront réduites de 50 % pour les salaires inférieurs ou équivalents à 3 500 Francs mensuels.

— RESPECT DES ENGAGEMENTS
— RÉALISME DES DÉCISIONS
VOILA CE QUI CARACTERISE LES SOCIALISTES !

OUI, VOUS POUVEZ LEUR FAIRE CONFIANCE.

FAITES CONFIANCE A CHARLES JOSSELIN

Votez Charles JOSSELIN

Président du Conseil Général des Côtes-du-Nord
Parlementaire Européen
Maire de Pleslin-Trigavou

Jean GAUBERT

Agriculteur - Maire de Pluduno
Conseiller Régional de Bretagne

Vu, le Candidat

imprimerie commerciale